

Guerre contre l'Iran : trois leçons pour l'Europe

La situation au Moyen Orient reste très instable et les perspectives encore très incertaines. Il est cependant d'ores et déjà possible de tirer quelques leçons préliminaires des événements qui se sont succédés depuis le 28 février concernant à la fois la politique de défense de l'Union Européenne, sa politique énergétique et sa politique à l'égard du Moyen Orient.

I. L'OTAN sans les États-Unis ? Chiche...

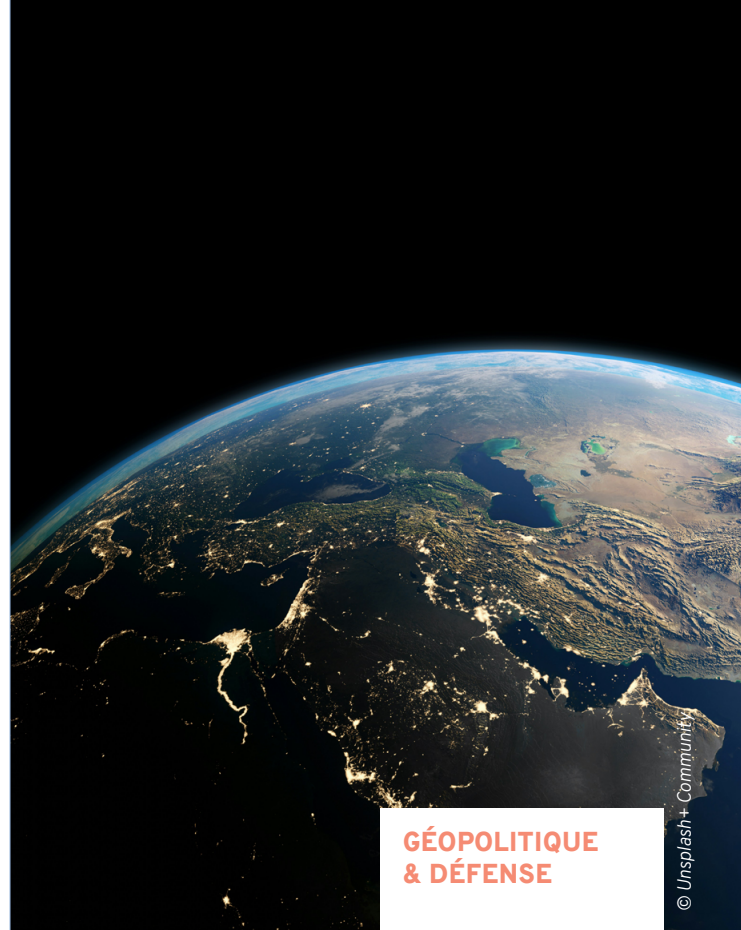
Les Européens sont restés unis pour se tenir à l'écart de cette guerre déclenchée en dehors de tout cadre légal international par les États-Unis de Donald Trump et Israël de Benjamin Netanyahu. Et cela au-delà même de l'UE au sens strict puisque cela a été le cas également du Royaume Uni. Une telle unanimité n'avait pas été au rendez-vous lors d'épisodes précédents analogues, et notamment lors de la guerre contre l'Irak en 2003. À ce moment-là, la France et l'Allemagne s'étaient certes opposées à l'intervention

américaine mais le Royaume Uni, la Pologne, les Pays-Bas, l'Espagne, l'Italie, le Portugal, la Roumanie, la Bulgarie, la République Tchèque, la Slovaquie, la Hongrie ou encore la Lituanie avaient soutenu l'opération.

I L'OTAN N'A RIEN À FAIRE AU MOYEN ORIENT

Bien que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, n'ait, en tant que telle, rien à faire au Moyen Orient comme son nom l'indique, cette abstention européenne a fortement irrité Donald Trump qui menace désormais ouvertement que les États Unis quittent l'OTAN comme il l'a encore répété lors de sa rencontre du 9 avril dernier avec Mark Rutte, l'ancien premier ministre néerlandais et actuel secrétaire général de cette organisation.

À vrai dire, la garantie qu'était censée apporter le Traité de l'Atlantique Nord d'un engagement américain aux côtés des Européens en cas d'agression par la Russie des Pays Baltes ou de la Pologne apparaissait



GÉOPOLITIQUE
& DÉFENSE

DÉCRYPTAGE
AVRIL 2026

© Unsplash+ Community

déjà largement virtuelle compte tenu de la convergence observée depuis de longs mois maintenant entre Vladimir Poutine et Donald Trump. Le refus de Washington de mettre en œuvre l'article 5 du Traité dans un tel cas de figure est devenu désormais l'hypothèse de travail de base pour tous les acteurs impliqués dans la défense de l'Europe comme pour nos ennemis.

SE PRÉPARER AU DÉPART DES AMÉRICAINS

Pour autant le départ des quelques 67 000 soldats américains présents sur le sol européen et la fermeture des 30 bases américaines en Europe marqueraient évidemment une étape supplémentaire majeure dans le désengagement américain. Même s'il ne faut pas en surestimer l'impact sur le plan de la défense conventionnelle de l'Europe : les armées des pays de l'UE comptent elles 1 470 000 soldats et les troupes américaines représentent donc moins de 5 % de ce total.

Bien qu'il soit imprévisible et peu respectueux des règles de droit américaines elles-mêmes, le coup de colère de Donald Trump a peu de chances toutefois de se traduire par un départ des États Unis de l'OTAN à très court terme. Une telle décision nécessiterait en effet forcément l'approbation du Congrès des États Unis. Celui-ci serait probablement très réticent aujourd'hui vis-à-vis d'un départ précipité de l'OTAN et il devrait devenir nettement moins suiviste vis-à-vis de Donald Trump d'ici la fin de l'année. Mais un tel départ se situe manifestement dans le sens de l'histoire à terme depuis plusieurs années déjà. Et les coups de boutoirs de Donald Trump pourraient bien en rapprocher l'échéance. D'autant qu'on peut douter que son successeur à la Maison Blanche souhaite inverser la tendance sur ce plan quelle que soit sa couleur politique.

Il convient donc manifestement de se préparer désormais concrètement à un tel départ. Cela implique en particulier d'accélérer les discussions ouvertes en mars dernier par la proposition d'Emmanuel Macron d'étendre à d'autres Européens la protection offerte par la dissuasion nucléaire française. Cela implique également d'accélérer nettement les projets européens visant à déployer les capacités qui nous font défaut

pour l'instant, notamment dans le domaine spatial et le renseignement.

Le fait que cette rupture prenne la forme d'un départ des États Unis de l'OTAN présenterait l'avantage de laisser en place un outil fonctionnel doté de normes éprouvées, de règles d'engagement connues et d'habitudes de travail communes bien établies. Cet outil serait désormais à l'entière disposition des Européens (et des canadiens) et il n'y aurait donc plus besoin de créer le fameux pilier européen de l'OTAN dont il a été régulièrement question ces dernières années sans qu'on sache vraiment quelle forme celui-ci pourrait prendre exactement, ni de se creuser la tête pour inventer une structure hors OTAN afin de coordonner les armées européennes comme on a tenté, largement en vain pour l'instant, de le faire ces derniers temps au sein des institutions de l'Union Européenne.

WHO IS PAYING FOR NATO IN 2026 ? (Not the national Defense budgets!)

UNITED KINGDOM € 530,086,609	GERMANY € 767.282,600	USA € 767.282,580
FRANCE € 530,086,609	ITALY € 411,469,885	CANADA € 338.983,229
TÜRKIYE € 324,388,082	SPAIN € 297.473.292	NETHERLANDS € 180.259,075
SWEDEN € 101,867,433	BELGIUM € 106,650,111	POLAND € 174,076,087
NORWAY € 86,505,205	CZECHIA € 59,842,677	DENMARK € 66,257,334
ROMANIA € 82,875,724	PORTUGAL € 55,090,888	FINLAND € 47,852,519
FINLAND € 47,852,519	GREECE € 47,507,590	HUNGARY € 44,315,706
SLOVAKIA € 44,315,706	CROATIA € 18,147,405	SLOVENIA € 12,829,314
BULGARIA € 23,146,307	LITHUANIA € 15,475,489	LATVIA € 9,045,387
ALBANIA € 5,575,501	ESTONIA € 7,361,926	LUXEMBOURG € 8,818,867
ICELAND € 4,370,822	NORTH MACEDONIA € 4,175,190	MONTENEGRO € 1,863,648

▲ Source : NATO - ©2026 by cyberpionier

I LE DÉPART DES AMÉRICAINS NE SERAIT PAS UN DRAME

Contrairement à ce qu'on pourrait imaginer le départ des États Unis de l'OTAN ne creuserait même pas un trou insurmontable dans le budget de cette institution : ils ne l'alimentent en réalité qu'à hauteur de 14 %, autant que l'Allemagne seule. Au point où nous en sommes dans les relations transatlantiques, on pourrait presque se demander si une sortie négociée et progressive des États Unis de l'OTAN ne serait pas finalement une bonne solution pour construire et renforcer la sécurité collective européenne.

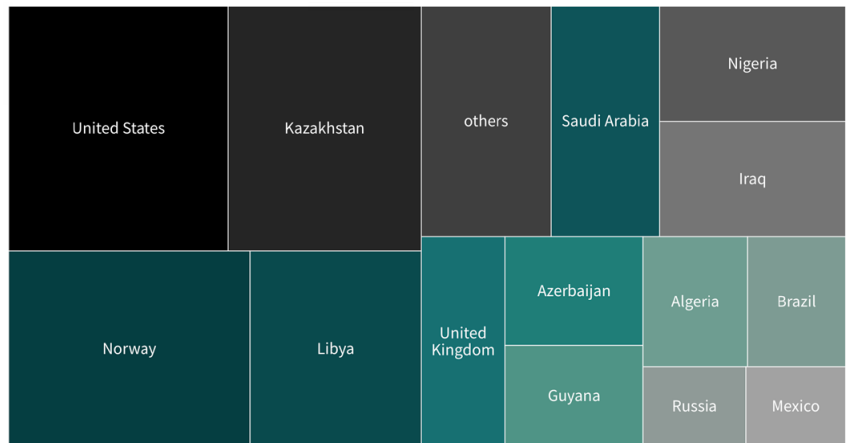
II • L'urgence du Green Deal européen

Sous réserve que le cessez-le-feu tienne et que le détroit d'Ormuz réouvre progressivement, la crise provoquée par la guerre contre l'Iran devrait être d'une ampleur plus limitée pour l'Europe que celle qui avait été suscitée par l'invasion russe de l'Ukraine. La crise énergétique causée par cette guerre touche en effet cette fois au premier chef l'Asie qui importe une grande partie de son pétrole et de son gaz directement de cette région. Pour autant, elle nous affecte et continuera de nous affecter au cours des prochains mois tant du côté des prix que de la disponibilité de la ressource.

TOP CRUDE OIL SUPPLIERS IN 2025

The EU's **top three import partners** in 2025 were the **United States, Kazakhstan and Norway**, with all three providing between 12% and 15% of the EU's oil imports (in terms of quantities imported).

The EU's fourth import partner was Libya, with a share of over 9%, followed by Saudi Arabia (6.8%) and Nigeria and Iraq (both with a share of 5.8%). Around 7% of the EU's oil imports in 2025 came from the Gulf Cooperation Council (GCC) countries: Bahrain, Kuwait, Oman, Qatar, Saudi Arabia and the United Arab Emirates.



▲ Source : calculations based on Eurostat (ds-059341) extracted in April 2026

TOP GAS SUPPLIERS IN 2025

Norway was the top supplier of gas to the EU in 2025, providing almost one third of all gas imports.

Other suppliers included the United States, Algeria, the UK, Azerbaijan and Russia.



▲ Source : European Commission calculation based on LSEG (Refinitiv) and ENTSO-G

L'Union a importé l'an dernier 6,8 % de son pétrole d'Arabie Saoudite et 5,8 % d'Irak. Pour le gaz les livraisons en provenance du Golfe représentent une part encore plus faible des approvisionnements européens : le Qatar n'a fourni que 3,7 % du gaz européen en 2025. Mais même si les armes se taisent durablement dans le Golfe les effets de la guerre continueront à se faire sentir tant sur les prix que sur les quantités disponibles sur les marchés mondiaux parce que de nombreux équipements ont été détruits dans la région et notamment des installations de production de GNL au Qatar.

I FORTES TENSIONS DE NOUVEAU SUR LE GAZ EN EUROPE

La situation est aujourd'hui très tendue en Europe en particulier sur le plan des stocks de gaz. Leur niveau se situe en effet en dessous du niveau des années antérieures à l'ouverture de la période qui doit nous permettre de les reconstituer avant l'hiver prochain. La pénurie mondiale qui résulte de la guerre et notamment de la destruction des capacités de production qataries va non seulement pousser durablement les prix à la hausse mais elle risque aussi de détourner vers d'autres pays des flux en provenance d'autres sources, prévus à l'origine pour l'Europe.

Après avoir réussi à surmonter la grave crise énergétique qui avait suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie et à trouver rapidement en particulier des sources alternatives de fourniture de gaz, l'Union Européenne avait eu tendance à se reposer sur ses lauriers. Elle avait cessé en particulier de chercher à pousser plus avant les mécanismes qui avaient commencé à être mis en place pour l'achat et l'approvisionnement en commun de gaz à l'échelle européenne dans le cadre de RePower EU.

I APRÈS 2022, LES EUROPÉENS ONT LEVÉ LE PIED

Tout en levant le pied également sur les politiques de sobriété et d'efficacité énergétique. En 2024, la consommation finale d'énergie au sein de l'Union avait été de 901 Millions de tonnes d'équivalent pétrole. C'est certes 5 % de moins qu'en 2021 avant l'invasion de l'Ukraine mais c'est encore 18 % de plus que

l'objectif que l'Union s'est fixé pour 2030 dans le cadre du Green Deal. On a réduit cette consommation de 1,5 % par an depuis 2021 alors que pour atteindre l'objectif prévu en 2030, il faudrait la réduire de 3 % par an... Il va donc falloir rouvrir d'urgence le dossier des approvisionnements communs de gaz et de la gestion commune des stocks de gaz et de pétrole tout en accélérant de nouveau la « chasse au gaspi », les efforts en matière de sobriété et d'efficacité énergétique, et le déploiement des énergies renouvelables.

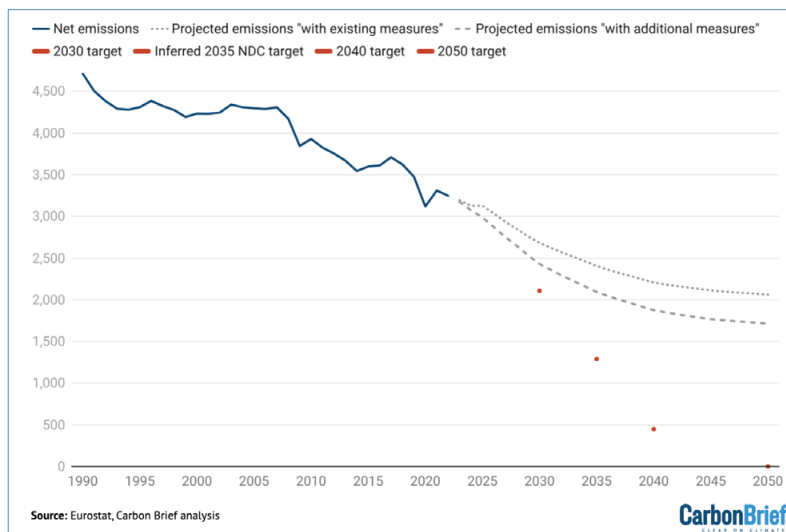
À plus long terme, cette nouvelle crise montre à quel point notre très forte dépendance de l'extérieur de l'Union pour les énergies fossiles – elle est de 97 % pour le pétrole et de 85 % pour le gaz – tendance constamment croissante – constitue une faiblesse stratégique majeure. Comme la guerre contre l'Iran l'a montré, les graves problèmes potentiels liés à cette dépendance extrême ne concernaient pas que la Russie. Ils pourraient d'ailleurs fort bien venir demain de notre « allié » américain dont nous importons aujourd'hui le quart du gaz et le septième du pétrole utilisés dans l'Union. L'an dernier les pays de l'UE ont consacré 330 milliards d'euros à ces importations d'énergie fossile, soit 1,8 % du PIB européen et cette année ce pourcentage sera très supérieur. Ces pourcentages peuvent sembler limités au premier abord mais + ou - 2 % font souvent la différence entre une entreprise rentable et une entreprise déficitaire et obligée de licencier du personnel.

I LA DÉPENDANCE AUX ÉNERGIES FOSSILES, UNE MENACE POUR L'EUROPE

Cette extrême dépendance de l'Europe constitue donc une menace permanente à la fois pour la stabilité de nos économies, pour la sécurité du continent et pour le bien-être de nos concitoyens. En sortir le plus rapidement possible n'est pas seulement indispensable pour que l'Europe participe à l'effort global pour avoir une petite chance de limiter encore à 2°C le changement climatique - et ses conséquences désastreuses – mais c'est aussi un impératif purement interne, absolument nécessaire pour assurer l'avenir de l'Union elle-même.

PROPOSED EU 2040 CLIMATE GOAL WOULD NEED MUCH STRONGER POLICY

Past, projected and targeted emissions, MtCO₂e



Le Green Deal, adopté sous la précédente mandature de la Commission et du Parlement européens, prévoyait d'abaisser en 2030 de 55 % les émissions de gaz à effet de serre de l'Union européenne, principalement causées par l'usage des énergies fossiles, par rapport à 1990, d'atteindre 90 % de baisse en 2040 et de rendre l'Union neutre en carbone en 2050. En 2024, nous en étions à 37 % de moins qu'en 1990. Atteindre l'objectif de 55 % en 2030 n'est pas hors de portée mais nécessiterait la mise en œuvre de politiques plus volontaristes.

I IL FAUT SAUVER LE GREEN DEAL

Or le Parlement Européen renouvelé en 2024 est marqué par l'existence en son sein, pour la première fois, d'une majorité potentielle rassemblant le Parti Populaire Européen et les trois groupes d'extrême droite. Dans ce contexte, l'air du temps est devenu nettement moins favorable en Europe à des politiques environnementales ambitieuses et la tentation a été forte pour les dirigeants européens au cours des derniers mois de remettre en cause le Green Deal lui-même et les politiques qui l'accompagnent. Cela a été le cas en particulier au sujet de l'obligation prévue par la loi européenne de mettre fin en 2035 à la production de véhicules équipés de moteurs thermiques.

Malgré les morts et les destructions qu'elle a causés, on peut espérer cependant que cette

guerre aura rappelé opportunément à tous les dirigeants européens combien la remise en cause du Green Deal serait désastreuse non seulement pour le climat à l'échelle mondiale mais aussi et surtout pour l'Europe elle-même. Que Donald Trump, climatocéptique revendiqué et fervent partisan des énergies fossiles, soit à l'origine d'un tel retournement de tendance inattendu en Europe ne serait qu'un nouvel exemple des fameuses ruses que l'histoire nous réserve régulièrement...

III • La nécessité d'une autre politique au Moyen Orient

S'ils se sont - heureusement - tenus à l'écart de cette guerre, l'Union Européenne et ses États membres n'ont pas été capables pour autant de peser sur les événements intervenus au Moyen Orient au cours des dernières semaines. Ni avant le 28 février, ni pendant la guerre pour y mettre un terme, ni depuis le cessez le feu, prolongeant ainsi une insignifiance diplomatique quasi-totale dans la région qui dure déjà au moins depuis le 7 octobre 2023.

La France et le Royaume Uni ont certes envoyé quelques bateaux à Chypre et quelques avions dans le Golfe pour aider à protéger les pays de la région des missiles et des drones iraniens et Emmanuel Macron a bien tenté de prendre la parole

pour défendre l'intégrité territoriale du Liban mais ni ces États ni l'Union elle-même n'ont été en mesure d'influer sur le cours de cette guerre de manière un tant soit peu significative. Ni eux ni l'Union Européenne ne se sont engagés la moindre initiative avec d'autres acteurs régionaux ou globaux pour essayer de ramener la paix dans la région.

I LE MOYEN ORIENT, BEAUCOUP PLUS CENTRAL POUR L'EUROPE QUE POUR LES ÉTATS-UNIS

Alors pourtant qu'il s'agit là d'une région très proche géographiquement des frontières de l'Union, comme l'attaque de la base britannique à Chypre l'a rappelé, et d'une région majeure aussi pour nos approvisionnements en énergie fossile comme pour les échanges commerciaux entre l'Europe et l'Asie. De plus l'instabilité qui y règne pourrait créer une de ces vagues migratoires que les dirigeants européens redoutent tant, tandis que les conflits qui s'y déroulent ont une répercussion directe sur la paix civile au sein des sociétés européennes elles-mêmes. Donald Trump a raison de dire que les Européens ont en réalité beaucoup plus d'intérêts à défendre dans cette région que les États-Unis...

L'Europe n'a pas toujours été incapable cependant de peser dans cette région du monde. Malgré l'opposition d'Israël, les États européens et l'Union Européenne elle-même avaient joué un rôle central dans la négociation puis dans la conclusion en 2015 du JCPoA, l'accord qui visait à contrôler étroitement les activités nucléaires iraniennes en échange de la levée des sanctions occidentales. Un accord que les États Unis de Donald Trump 1 avaient saboté en 2018. L'incapacité de l'Union à contrer ce mauvais coup et à protéger les entreprises européennes des sanctions américaines avait sonné le glas de nos ambitions régionales. Et l'échec de la remise en place de cet accord sous la présidence de Joe Biden a préparé le terrain au désastre des dernières semaines.

I L'EUROPE A SU JOUER UN RÔLE DANS LE PASSÉ AU MOYEN ORIENT

L'Union Européenne avait joué également un rôle important au cours des années 1990 dans les négociations qui avaient accompagné les accords d'Oslo pour tenter de résoudre le conflit israélo-palestinien. C'est dans ce contexte en particulier qu'avait été conclu en 1995 avec le gouvernement d'Yitzhak Rabin, juste avant son assassinat, un accord d'association avec l'Union Européenne très favorable à Israël qui était entré en vigueur en 2000. C'était en quelque sorte la carotte utilisée par l'Union Européenne pour inciter Israël à faire la paix avec les Palestiniens. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le Parlement européen avait adopté en 2002 une résolution demandant la suspension de cet accord compte tenu de la politique hostile à la paix du gouvernement d'Ariel Sharon à l'époque. Ce coup de semonce n'avait pas été sans effet puisqu'il avait été suivi quelques mois plus tard par le retrait israélien hors de Gaza. Mais par la suite, l'Union a laissé faire la radicalisation de la politique israélienne sans plus jamais être capable de réagir de façon significative.

Malgré la démonstration de force militaire opérée par les armées israélienne et américaine, leur incapacité à obtenir au bout de 40 jours de bombardements massifs un changement de régime à Téhéran comme celle des États Unis à protéger leurs alliés dans la région de représailles iraniennes destructrices ont constitué un échec géopolitique majeur. Benjamin Netanyahu et Donald Trump viennent probablement de perdre les points qu'ils avaient marqués dans la région avec les accords d'Abraham. Il faut se méfier des analogies historiques qui se révèlent souvent trompeuses mais de nombreux observateurs n'ont pas hésité à qualifier cette guerre de « moment Suez » des États-Unis, en référence au fiasco de la guerre lancée en 1956 contre l'Égypte de Gamal Abdel Nasser par l'alliance d'Israël, du Royaume Uni et de la France à la suite de la nationalisation du canal de Suez, un fiasco qui avait sonné le glas du rôle de la France et du Royaume Uni sur la scène mondiale. Cette guerre contre l'Iran devrait en tout état de cause marquer un recul sensible de l'influence américaine dans la région. Après cet échec américain, la paralysie de la diplo-

matie européenne au Moyen Orient ne peut plus et ne doit plus durer.

I L'EUROPE EST MARGINALISÉE PARCE QU'ELLE N'A PAS SU TENIR TÊTE AU GOUVERNEMENT ISRAËLIEN

La faiblesse actuelle de l'Union Européenne au Moyen Orient résulte en premier lieu de l'incapacité de l'Union et de nombre de ses États membres à adopter à l'égard du gouvernement israélien de Benyamin Netanyahu une position conforme aux valeurs que l'Union affirme défendre, et notamment l'importance qu'elle déclare accorder au multilatéralisme, aux droits humains fondamentaux et au droit international. L'incapacité de la communauté internationale à faire respecter par les gouvernements israéliens successifs le droit international en matière de territoires occupés ou les décisions des Nations Unies concernant la création d'un État Palestinien ont été une des causes majeures de l'affaiblissement du multilatéralisme constaté au cours des dernières décennies. Cette incapacité résulte certes en premier lieu de l'attitude des États Unis mais l'Union Européenne y a, elle aussi, activement concouru, notamment depuis le 7 octobre 2023.

La mansuétude des Européens à l'égard des multiples violations du droit international et des droits humains fondamentaux commis depuis des décennies maintenant par les gouvernements israéliens successifs s'explique tout d'abord par la mauvaise conscience – parfaitement compréhensible – liée à l'antisémitisme européen et aux actes monstrueux commis en son nom, un sentiment toujours très fort en particulier en Allemagne. Avec la montée en puissance de l'islam politique et du terrorisme islamiste intervenus depuis la fin des années 1990, est venu cependant se greffer en plus l'idée, très présente désormais dans toute la droite de l'échiquier politique européen, qu'Israël serait la pointe avancée au Moyen Orient de la défense de la « civilisation judéo-chrétienne » face à l'islamisme et qu'à ce titre les Européens devraient soutenir la politique du gouvernement israélien quelle qu'elle soit.

I LE DOUBLE DISCOURS EUROPÉEN SUR L'UKRAINE ET SUR LA PALESTINE L'A DÉCRÉDIBILISÉ

Depuis 2022, les Européens ont mis en avant la défense du droit international et le respect des droits humains fondamentaux pour s'opposer à l'agression russe contre l'Ukraine tout en tolérant sans réagir les nombreux crimes de guerre et contre l'humanité et les multiples violations du droit international commis par le gouvernement israélien depuis le 7 octobre 2023. Ce double discours a beaucoup contribué à discréditer l'Europe au Moyen Orient. Et cela d'autant plus que tous les dirigeants de la région savent que, si elle voulait les utiliser, l'Union disposerait en réalité de moyens puissants pour peser sur la politique des dirigeants israéliens via l'accord d'association UE-Israël, la politique de visa, les livraisons d'armes ou encore des sanctions éventuelles.

Ce double langage a contribué à affaiblir le soutien que les pays du Moyen Orient auraient pu et du apporter à l'Ukraine face à la Russie. Il a aussi achevé de marginaliser l'UE dans la région. Compte tenu de leur poids militaire, les pays du Moyen Orient restaient obligés de traiter avec les États Unis malgré leur alignement constant sur le gouvernement Netanyahu, mais il était inutile pour eux de tenir compte en plus de l'avis d'une Union Européenne, insignifiante sur le plan militaire et tout aussi alignée en pratique, au-delà de quelques déclarations diplomatiques sans conséquences, sur la vision des Américains et des Israéliens au sujet de la région et de son avenir.

I LA RADICALISATION ISRAËLIENNE NE LAISSE PLUS DE CHOIX À L'EUROPE

La guerre contre l'Iran, l'invasion catastrophique du Liban et la radicalisation constante de la politique israélienne, avec notamment l'introduction récente de la peine de mort pour les palestiniens et la multiplication des exactions des colons en Cisjordanie, ne permettent plus à l'Union Européenne de continuer à fermer les yeux et à tolérer sans réagir la politique du gouvernement de Benyamin Netanyahu. Il lui faut maintenant suspendre d'urgence l'accord d'association entre l'UE et Israël et sanctionner les dirigeants israéliens qui violent le droit

international et commettent ou incitent à commettre des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. C'est la condition sine qua non pour que l'Union puisse regagner un minimum de crédibilité dans cette région du monde et contribuer de nouveau à y ramener la paix et la stabilité.

Après l'échec des Américains que signe la guerre de 40 jours contre l'Iran, les acteurs régionaux se mettront très probablement à la recherche de nouveaux interlocuteurs privilégiés à l'échelle globale dans les années qui viennent. Si nous ne voulons pas que ce soit la Chine qui prenne seule le relais dans cette région cruciale pour l'Europe, nous devons impérativement adopter - enfin - une attitude plus équilibrée vis-à-vis d'Israël et du conflit israélo-palestinien.

Ces trois dossiers, l'Otan et la défense, la décarbonation de nos économies et la politique européenne au Moyen Orient, sont certes distincts mais ils ne sont pas disjoints : il s'agit dans les trois cas de se donner les moyens de renforcer l'autonomie stratégique de l'Union Européenne et de nous préparer à un monde où les États-Unis ne seront plus forcément nos alliés.

Directrice de la publication: Sylvie Matelly • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • Mise en pages : Marjolaine Bergonnier • © Notre Europe - Institut Jacques Delors

Institut Jacques Delors

Penser l'Europe • Thinking Europe • Europa Denken
17 rue d'Antin, 75002 Paris, France
www.delorsinstitute.eu • info@delorsinstitute.eu

